

Guide d'introduction sur l'IETA, les Grands Pollueurs et la CCNUCC



Introduction

D'ici la fin de l'année, les gouvernements présents à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC) établiront les lignes directrices pour matière de climat pour les années à venir. L'accord international est notre outil le plus prometteur pour rappeler aux pays du Nord leur engagement historique dans la lutte contre les changements climatiques en vue de sauver notre planète.

Sauf que l'accès direct des « Grands Pollueurs » ainsi que de leurs groupes commerciaux à la politique climatique risque fort d'entraver l'avenir de cet Accord. En outre, les Grands Pollueurs se sentent encouragés par la politique favorable de l'administration Trump à leur égard. La pétition « We're Still

Points importants à retenir

- **UNE SALE AFFAIRE** : L'Association internationale pour l'échange de droits d'émission (IETA) a été fondée par les Grands Pollueurs pour défendre leurs intérêts en matière de politique climatique et elle s'attèle encore à cette tâche aujourd'hui.
- **STATU QUO DE LA MISSION** : L'IETA pousse les systèmes d'échange de crédits carbone, qui profitent aux Grands Pollueurs, au centre de la mise en œuvre de l'Accord de Paris... Et ce, malgré l'échec bien documenté de ces systèmes à réduire efficacement les émissions.
- **OPÉRATIONS D'INITIÉS DE L'IETA** : Les affiliés de l'IETA font partie des délégations nationales et sont connus pour négocier en leur nom.
- **EXPULSER LES GROS POLLUEURS** : Les parties doivent prendre au sérieux l'impact de tels conflits d'intérêts pour la CCNUCC et prendre rapidement des mesures pour y remédier.

In » permet aux entreprises polluantes de se positionner en tant que champions du climat. Malgré un blocage historique bien étayé des groupes commerciaux des Grands Pollueurs et les preuves de plus en plus évidentes de leur influence néfaste sur la politique,^{1 2 3 4} les Grands Pollueurs et leurs représentants influencent sans relâche et impunément la mise en place de la politique climatique à la CCNUCC, détournant les réelles solutions climatiques à leur profit.

Un de ces détournements les plus dangereux concerne les marchés du carbone, grâce auxquels les pays et les entreprises polluantes peuvent acheter pour une somme modique des « droits d'émissions » auprès des pays et des entreprises qui ont le moins contribué au changement climatique, et ainsi continuer à polluer. Si les gouvernements des pays du Nord et les Grands Pollueurs peuvent entériner les marchés du carbone dans les lignes directrices de l'Accord de Paris, alors ils pourront continuer à polluer sans conséquence et se soustraire à leur responsabilité morale et historique. Se faisant, ils déroberont aux pays du Sud leurs droits de survie, de croissance et de développement.

Jouant un rôle prépondérant dans les marchés du carbone de l'Accord de Paris, l'on retrouve l'Association internationale pour l'échange de droits d'émission (IETA). L'IETA a été fondée et est dirigée par certains des plus Grands Pollueurs mondiaux et elle continue d'imposer son programme. Pourtant, c'est l'une des associations commerciales les plus importantes et les plus influentes de la CCNUCC.

Si des groupes comme l'IETA réussissent à intégrer des politiques comme les marchés du carbone, l'Accord de Paris pourrait bien se solder par un échec. Des politiques comme celles de l'IETA maintiennent le statu quo : une trajectoire de dépendance à l'égard des combustibles fossiles, une inégalité sans cesse croissante et un réchauffement qui dépasse de loin les 2 degrés Celsius.

Le présent document décrit le contexte dans lequel l'IETA évolue et expose les dangers que son programme pose pour l'avenir de l'Accord de Paris. Ce document décrit également les mesures radicales que les gouvernements présents à la CCNUCC peuvent prendre immédiatement pour repousser l'influence des Grands Pollueurs et mettre en œuvre une politique climatique vraiment juste.

IETA : La place des Grands Pollueurs à la table des négociations

Les origines de l'IETA

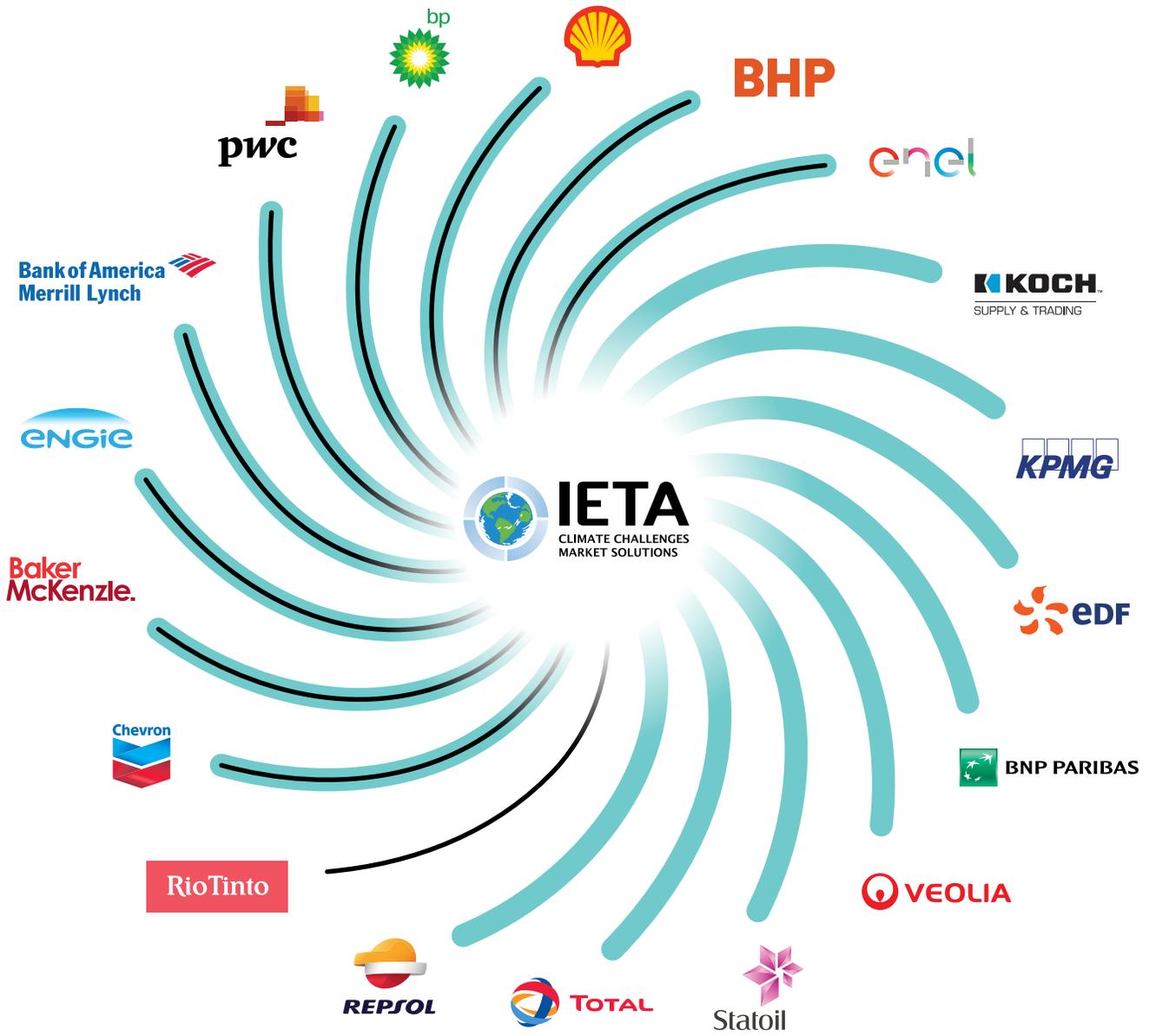
L'IETA se présente comme un « groupe purement d'affaires ».⁵ En réalité, il s'agit d'un groupe qui existe pour promouvoir le programme des Grands Pollueurs eu égard aux politiques climatiques. L'IETA a été créée et est gérée par les Grands Pollueurs. Elle est financée par plus de 170 sociétés, de banques et d'entreprises membres,⁶ y compris les pollueurs les plus importants et les plus abusifs au monde.⁷

En 1999, la célèbre compagnie pétrolière BP, la quatrième plus grosse émettrice⁸ de pollution liée aux carburants et obstructionniste notoire de longue date aux politiques climatiques,⁹ a participé à la fondation de l'IETA.¹⁰ À ce jour, BP, l'une des 46 sociétés industrielles, énergétiques et productrices d'électricité qui ont des liens étroits avec l'IETA, continue de participer aux opérations quotidiennes de l'IETA.¹¹ Dan Barry, responsable international des émissions chez BP, siège au conseil d'administration auprès des hauts cadres de Shell, de Chevron, d'ENGIE et de BHP Billiton.¹²

Qui se ressemble, s'assemble...

De nombreuses sociétés membres de l'IETA ont de lourds antécédents d'abus, allant du négationnisme du réchauffement climatique au financement de la science de pacotille en violation des droits de l'homme. BP a plaidé coupable à 14 chefs d'accusation criminelles après la marée noire provoquée par l'explosion de la plate-forme Deepwater Horizon, notamment en mentant à des représentants du gouvernement des États-Unis.¹³ Des preuves convaincantes signalent la complicité de Shell dans le meurtre, le viol et la torture au Nigeria,¹⁴ soulignées par un règlement de 15,5 millions de dollars américains que Shell a payé lorsqu'elle a été accusée d'avoir collaboré au meurtre de neuf Nigériens.¹⁵ Et Chevron a des antécédents de financement de la science de pacotille,¹⁶ allant même jusqu'à faire de généreuses contributions à des universités prestigieuses pour orienter les conclusions des recherches qui pourraient influencer sur leurs profits.¹⁷

Ces liens sont particulièrement préoccupants quand on sait que l'IETA et ses représentants sont profondément ancrés dans les négociations internationales sur le climat. À la CCNUCC, Andrei Marcu,¹⁸ membre honoraire du conseil d'administration et ancien président de l'IETA, négocie actuellement au nom



Les membres cotisants et le conseil d'administration de l'IETA constituent un véritable bottin mondial des Grands Pollueurs et des négationnistes du climat.

■ CONSEIL D'ADMINISTRATION ■ MEMBRES (PAYANTS)

d'un pays,¹⁹ et promeut les objectifs des Grands Pollueurs sous la bannière d'un gouvernement mondial.

Malgré son statut d'organisation à but non lucratif, l'IETA est en réalité un conglomérat d'entreprises qui continuent à provoquer les changements climatiques et à en profiter tout en minant régulièrement les efforts pour y faire face. La raison d'être du groupe est d'assurer que les politiques climatiques ne nuisent pas aux profits des Grands Pollueurs.²⁰ Pire encore, l'IETA occupe une place prédominante au centre des négociations sur le climat, malgré le fait que des centaines de millions de personnes risquent de perdre leur vie, leur habitation et leur sécurité à cause de crises en grande partie alimentées par ses membres.

Marchés du carbone : Les détournements dangereux de l'IETA

L'IETA exerce actuellement une pression pour intégrer les marchés du carbone au sein de la mise en œuvre de l'Accord de Paris, tout comme elle l'a fait pour la politique climatique de l'UE.^{21 22}

Le vrai problème, c'est que : les marchés du carbone ne marchent pas. Les systèmes d'échange de crédits carbone ont été testés tant par la CCNUCC (le mécanisme de développement propre) que mondialement (le système d'échange de quotas d'émission de l'UE) et ils ont échoué.^{23 24 25 26 27} Mais cela n'a pas empêché l'IETA et les Grands Pollueurs qu'elle représente de promouvoir les marchés du carbone comme étant le modèle à suivre en matière de lutte contre le réchauffement climatique, y compris dans le cadre des lignes directrices de l'article 6 de l'Accord de Paris.

Il est bien connu que ces systèmes ont de nombreuses failles, notamment ce qui suit :

- Commercialiser l'atmosphère et permettre aux pays du Nord de se soustraire à leur obligation historique de réduire leurs émissions en achetant le « droit de polluer ».
- Refuser aux pays du Sud les quotas dont ils ont besoin pour exercer leur droit établi à la croissance et au développement.
- Ouvrir la voie à la fraude, à la recherche de profit à court terme, à la spéculation et à l'injustice environnementale.
- Ne rien faire pour conserver les combustibles fossiles dans le sol.

Plus que tout, l'intégration des marchés du carbone dans les lignes directrices de cette année pour l'implémentation de l'Accord de Paris supprime les solutions significatives recelant le meilleur potentiel pour contrecarrer à juste titre la crise climatique. La promotion des marchés du carbone et d'autres distractions dangereuses par les entreprises polluantes et les pays du Nord nous a coûté plus d'une décennie qui aurait dû être consacrée au développement et au déploiement de véritables solutions à la crise climatique.

Le capitalisme du désastre ou la justice climatique : le choix s'offre à nous

L'IETA est l'une des dizaines d'associations commerciales des Grands Pollueurs qui utilisent son accès à l'espace de la CCNUCC pour affaiblir et retarder toute politique significative. Ces groupes comprennent la Chambre de commerce des États-Unis, BusinessEurope et la Chambre de commerce internationale.^{28 29}

Ces entraves grandissantes se produisent alors que le temps commence à nous manquer cruellement pour coordonner une réaction mondiale forte, adéquate et juste face à la crise climatique et nous mettre sur la voie pour limiter autant que possible le réchauffement planétaire à 1,5 degré Celsius.

Par conséquent, en mai, les gouvernements du monde entier doivent saisir l'occasion de contrer l'influence indue et dangereuse des entreprises et des groupes industriels qui représentent les Grands Pollueurs et qui cherchent à miner la politique climatique à la CCNUCC. Ils doivent se joindre au mouvement mondial grandissant qui représente collectivement près de 70 pour cent de la population mondiale et qui réclame la mise en place de mesures pour arrêter les Grands Pollueurs. Ils doivent également être fermement opposés aux politiques pro-entreprises qui détournent dangereusement l'essence même des lignes directrices sur la mise en œuvre de l'Accord de Paris, en particulier les marchés du carbone.

En vue de la CdP24 en décembre, les gouvernements doivent :

- **Adopter une définition du « conflit d'intérêts »** qui reconnaît le conflit fondamental et irréconciliable qui se produit lorsque des entités représentant les intérêts commerciaux et autres des industries exacerbant la crise climatique sont autorisées à participer à des processus institutionnels servant un mandat public pour promouvoir une politique climatique forte.
- **Adopter un cadre de politique de conflit d'intérêts rigoureux** qui, s'inspirant des précédents établis à l'échelle mondiale, garantit que les parties prenantes non concernées et les organisations observatrices qui profitent ou qui représentent ceux qui profitent de la pollution ne peuvent influencer ni miner indûment la politique climatique nationale et internationale.
- **Rejeter les systèmes d'échange de crédits carbone** qui permettent aux pays et aux sociétés historiquement polluants de continuer à se soustraire à leur responsabilité de réduire drastiquement leurs émissions. Cela comprend le rejet des compensations et des doubles comptes, et la protection obligatoire des droits de l'homme, de l'intégrité environnementale et du développement durable.
- **Promouvoir les approches non commerciales de la coopération internationale** ayant le plus fort potentiel de réduction des émissions. Cela comprend le financement durable et direct sur le plan national, soutenant les pays du Sud dans la transformation de l'énergie, le transfert de technologie, la préservation des forêts et le développement agricole durable.

La voie sur laquelle l'IETA, la Chambre de commerce des États-Unis, BusinessEurope et d'autres nous placeraient est une voie où les Grands Pollueurs continuent d'extraire et de brûler des combustibles fossiles, sans aucune politique qui les obligerait à réduire leurs émissions.

Après deux décennies au sein de la CCNUCC, nous devons maintenant faire face à un monde où le réchauffement pourrait dépasser la limite bien en deçà de 2 degrés Celsius promise lors de l'Accord de Paris. Ce ne sont pas les entreprises coupables qui paient le prix, mais des millions d'êtres humains qui n'ont pas nécessairement contribué autant qu'elles à créer cette crise.

Nous devons protéger ce processus vital de la mainmise continue des entreprises. Nous devons rejeter l'idée de vendre notre planète aux pollueurs les plus offrants, tout en adoptant les vraies solutions transformatrices qui sont à notre portée. Il en va de la survie de notre planète.

Notes de fin

- 1 Belén Balanyá et al., "Ending the affair between polluters and politicians: How the industry lobby gutted Europe's climate ambitions," Corporate Europe Observatory and Friends of the Earth Europe, March 2014, https://corporateeurope.org/sites/default/files/attachments/endingaffair_briefing_final.pdf (accessed April 2, 2018).
- 2 ActionAid International, Asian Peoples' Movement on Debt and Development, Corporate Accountability, Corporate Europe Observatory, ETC Group, "Polluting Paris: How Big Polluters are undermining climate policy," November 2017, <https://www.corporateaccountability.org/resources/polluting-paris-big-polluters-undermining-global-climate-policy/> (accessed April 2 2018).
- 3 InfluenceMap, "Trade Associations and their Climate Policy Footprint," December 2017, <https://influencemap.org/report/Trade-Associations-and-their-Climate-Policy-Footprint-067f4e745c9920eb3d4aa5b637511634> (accessed April 2, 2018).
- 4 Tamar Lawrence-Samuel, Rachel Rose Jackson, and Nathan Thanki, "The pivot point: realizing Sustainable Development Goals by ending corporate capture of climate policy," in the Civil Society Reflection Group on the 2030 Agenda for Sustainable Development, Spotlight on Sustainable Development 2017: Reclaiming Policies for the Public, 124-129: (2017), <https://www.2030spotlight.org/en/book/1165/chapter/13-pivot-point-realizing-sustainable-development-goals-ending-corporate-capture> (accessed April 2, 2018).
- 5 International Emissions Trading Association, "Our History," <http://www.ieta.org/page-18201> (accessed April 2, 2018).
- 6 "African Carbon Forum: Organizers," <http://www.africacarbonforum.com/organizers> (accessed April 2, 2018).
- 7 International Emissions Trading Association, "Our Members: Industry, Energy & Power," <http://www.ieta.org/Industry-Energy-&-Power> (accessed April 2, 2018).
- 8 Richard Heede, "The Carbon Majors Database: CDP Carbon Majors Report 2017," Climate Accountability Institute, July 2017, <http://carbonmajors.org/download-the-study/> (accessed April 2, 2018).
- 9 InfluenceMap, "Corporate Carbon Policy Footprint: The 50 Most Influential," <https://influencemap.org/report/Corporate-Carbon-Policy-Footprint-4274a464677481802bd502ffff008d74> (accessed April 2, 2018).
- 10 International Emissions Trading Association, "Our History," <http://www.ieta.org/page-18201> (accessed April 2, 2018).
- 11 International Emissions Trading Association, "Our Members: Industry, Energy & Power," <http://www.ieta.org/Industry-Energy-&-Power> (accessed April 2, 2018).
- 12 International Emissions Trading Association, "Governance," <http://www.ieta.org/Governance> (accessed April 2, 2018).
- 13 Clifford Krauss and John Schwartz, "BP Will Plead Guilty and Pay Over \$4 Billion," The New York Times, November 15 2012, <https://www.nytimes.com/2012/11/16/business/global/16iht-bp16.html> (accessed April 3, 2018).
- 14 Amnesty International, "Investigate Shell for complicity in murder, rape and torture," November 28 2017, <https://www.amnesty.org/en/latest/news/2017/11/investigate-shell-for-complicity-in-murder-rape-and-torture/> (accessed April 3, 2018).
- 15 Ed Picklington, "Shell pays out US\$15.5m over Saro-Wiwa killing," The Guardian, June 9, 2009, <https://www.theguardian.com/world/2009/jun/08/nigeria-usa> (accessed April 9, 2018).
- 16 Peter C Frumhoff and Naomi Oreskes, "Fossil fuel firms are still bankrolling climate denial lobby groups," The Guardian, March 25, 2015, <https://www.theguardian.com/environment/2015/mar/25/fossil-fuel-firms-are-still-bankrolling-climate-denial-lobby-groups> (accessed April 3, 2018).
- 17 Benjamin Franta and Geoffrey Supran, "The fossil fuel industry's invisible colonization of academia," The Guardian, March 13, 2017, <https://www.theguardian.com/environment/climate-consensus-97-per-cent/2017/mar/13/the-fossil-fuel-industrys-invisible-colonization-of-academia> (accessed April 3, 2018).
- 18 International Emissions Trading Association, "Governance," <http://www.ieta.org/Governance> (accessed April 2, 2018).
- 19 United Nations Framework Convention on Climate Change, "FCCC/CP/2017/INF.4 List of participants," <http://unfccc.int/resource/docs/2017/cop23/eng/inf04.pdf> (accessed April 3, 2018).
- 20 International Emissions Trading Association, "Our History," <http://www.ieta.org/page-18201> (accessed April 2, 2018).
- 21 International Emissions Trading Association, "Our History," <http://www.ieta.org/page-18201> (accessed April 2, 2018).
- 22 Corporate Europe Observatory and Carbon Trade Watch, "Letting the market play: corporate lobbying and the financial regulation of EU carbon trading," October 2011, <https://corporateeurope.org/sites/default/files/publications/lettingthemarketplay.pdf> (accessed April 3, 2018).
- 23 Corporate Europe Observatory "Carbon Welfare: How big polluters plan to profit from EU emissions trading reform," December 2, 2016, <https://corporateeurope.org/climate-and-energy/2016/12/carbon-welfare> (accessed April 11, 2018).
- 24 Nathalie Berta, Emmanuelle Gautherat and Ozgur Gun, "Transactions in the European carbon market: a bubble of compliances in a whirlpool of speculation," Cambridge Journal of Economics 41: 2 (2017): 575-93.
- 25 Britta Horstmann and Jonas Hein, "Aligning Climate Change Mitigation and Sustainable Development Under the UNFCCC: A Critical Assessment of the Clean Development Mechanism, the Green Climate Fund and REDD+," German Development Institute, 2017, https://www.die-gdi.de/uploads/media/Study_96.pdf (accessed April 13, 2018).
- 26 Jo Dirix, Wouter Peeters, and Sigrid Stercks, "Is the Clean Development Mechanism delivering benefits to the poorest communities in the developing world? A critical evaluation and proposals for reform," Environment Development and Sustainability 18:3:839-855, June 2016, <https://link.springer.com/article/10.1007/s10668-015-9680-8> (accessed April 13, 2018).
- 27 SEI et al, "How additional is the Clean Development Mechanism?" March 2016, <http://climateobserver.org/reports/additional-clean-development-mechanism/> (accessed April 13, 2018).
- 28 ActionAid International, Asian Peoples' Movement on Debt and Development, Corporate Accountability, Corporate Europe Observatory, ETC Group, "Polluting Paris: How Big Polluters are undermining climate policy," November 2017, <https://www.corporateaccountability.org/resources/polluting-paris-big-polluters-undermining-global-climate-policy/> (accessed April 2 2018).
- 29 Corporate Accountability International, "Inside Job: Big Polluters' lobbyists on the inside at the UNFCCC," May 1, 2017, <https://www.corporateaccountability.org/wp-content/uploads/2017/09/insidejobcai.pdf> (accessed April 3, 2018).

